

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Europe-devant-son-enfant-mort>

L'Europe devant son enfant mort

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : samedi 5 septembre 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il est juste que ceux qui encouragent la guerre et la misère avec impérialisme et un commerce abusif et inégal, reçoivent les conséquences démographiques de leurs actions.

« Une image qui a fait le tour du monde et réveille les consciences », explique Bernard Henry Levy, à propos de la photo du cadavre de l'enfant syrien échoué sur une plage turque. Le « *quotidien populaire* » Bild animant une campagne d'accueil de réfugiés avec l'aide de footballeurs également populaires. La Chancelière Merkel ayant recours à l'humanité et aux valeurs, et réaffirmant son « grand leadership européen » sur cette question, nous expliquent des éditorialistes de renom. Trois moments qui confirment qu'en Europe il n'y a pas déjà plus de place pour la honte. C'est l'heure du grand foutage de gueule.

L'étoile médiatique parisienne, l'agitateur de toutes les interventions militaires de l'humanitarisme euro-atlantique ne fait pas le lien entre ses sermons bellicistes et l'enfant mort enfui de Syrie. Il ne l'a pas fait non plus avec les vagues balkaniques, afghanes, libyennes ou irakiennes. Les États dont la destruction et la dissolution ont aidé à justifier au nom de l'intérêt suprême de la géopolitique et de l'économie occidentales, produisent exodes -et terrorismes- clairement identifiables. Plus on sème de guerre et de désolation dans les régions en crise, plus grand sera le flux vers l'Europe. C'est une considération bien banale mais qui va nous la rappeler ces jours-ci ? Le « *quotidien populaire* », peut-être ?

Bild est le premier quotidien xénophobe du continent et celui au plus grand tirage. Sa campagne est authentique : la grande opération d'image du pays du « *Nein* » et du « *Grexit* », dont le nationalisme post réunification -inscrit dans les traités européens, dans les règles de la Banque Centrale Européenne et même dans la monnaie unique elle-même- a jeté par terre un demi-siècle d'intégration européenne et de rédemption de la catastrophe nazie. L'*establishment* allemand avait besoin, certainement, d'une campagne d'image et la crise des réfugiés la lui a donnée.

L'Allemagne recevra cette année 800 000 réfugiés, selon les chiffres gonflés du gouvernement fédéral, pour le moment un peu plus de 200 000 ont sollicité l'asile au cours des sept premiers mois de l'année. L'Allemagne est le « *premier destinataire européen* » de réfugiés, un exemple pour une France complexée à l'ombre de son Front national. « *L'hypocrisie française et l'exemple allemand* », titre le portail Mediapart.

Qui se rappellera que sur le territoire allemand ont été commis certains des plus grands crimes xénophobes de l'après-guerre européenne-occidentale, y compris la plus grande trame terroriste des vingt dernières années (NSU) avec des complicités manifestes dans l'appareil de sécurité, que c'est là où les résidences pour des émigrants brûlent le plus souvent, et où les couloirs du métro sont les plus dangereux pour les « *basanés* » ? Un « *exemple* » qui fait abstraction du fait que l'immense majorité des « *émigrants* » en Allemagne sont des Européens de tradition chrétienne. Une promenade comparative par les rues de Berlin et de Paris offre une évidence visuelle écrasante à ce sujet. Une ville avec les couleurs ethniques de Marseille est complètement impensable en Allemagne, où le nombre de mariages mixtes entre Allemands et Turcs (l'exception) sont insignifiants. La phrase attribuée à un adjoint de Nicolas Sarkozy selon laquelle dans la crise actuelle, « *les Allemands administrent un flux, tandis que nous avons à administrer un stock, par le nombre que nous avons accueilli dans les dernières décennies* », répond- elle à une réalité que les français eux même ignorent, bien que le racisme et la xénophobie soient des problèmes vraiment paneuropéens.

Certainement, tout cela la *Fédération de l'Industrie Allemande* (BDI) ne nous le rappellera pas, avec ses plaintes fantasmagoriques sur le manque de main-d'oeuvre. Ces Syriens éduqués et de classe moyenne qui crient : «

Germany, Germany ! » à la gare de Budapest et qui fuient une guerre que l'Europe et la France en particulier ont promue, sont la solution : le recours idéal pour une stratégie destinée à maintenir la politique de bas salaires qui a ruiné les rares partenaires européens encore capables de produire comme la France. Quelques millions d'entre eux aideront à maintenir les cours du géatrique fédéral dont les fonds de pension ont fondu dans le casino bancaire, de la même façon que cela s'est passé en Espagne avec les cinq millions d'étrangers qui sont entrés sur notre « marché du travail » entre 1998 et 2008 pour alimenter la chaudière de la bulle spéculative.

800 000 étrangers c'est en tout cas beaucoup. Surtout vus dans les unes de la presse. Mais les étrangers n'entrent pas seulement en Allemagne mais ils en partent aussi. Chaque année à raison d'un demi-million. Dans les dix dernières années, 5,4 millions d'étrangers ont abandonné l'Allemagne, selon la statistique fédérale. La simple réalité est que les chiffres du flux actuel qui sont en train de faire passer comme critiques, sont anecdotiques pour l'Allemagne et pour l'ensemble des 500 millions d'habitants de l'Union Européenne.

Nous vivons dans un monde intégré et il est juste que ceux qui encouragent la guerre et la misère avec l'impérialisme et un commerce abusif et inégal, reçoivent les conséquences démographiques de leurs actions. La même chose arrivera, et largement, avec les futurs émigrants du réchauffement climatique, de cette catastrophe en progression de facture essentiellement occidentale. Les estimations que l'ONU abat pour l'avenir quant aux exodes liés à l'environnement transformeront en blague ce qui arrive maintenant, y compris le bilan tragique des morts dans la Méditerranée.

L'expérience démontre que les barrières et les fils barbelés ne servent à rien. En 1993, le Texas a élevé sa barrière à la frontière avec le Mexique et le flux a progressé. Un an après la Californie et l'Arizona l'ont fait aussi. Depuis ce temps-là, la présence d'émigrants mexicains aux États-Unis d'Amérique a triplé. Les barrières, non seulement, ne servent pas à empêcher l'entrée d'illégaux, mais en revanche empêchent la sortie de ceux qui veulent revenir au pays. Compte tenu de la difficulté pour entrer, personne ne se risque à faire le chemin de retour. Donc la meilleure chose à faire serait de penser à une politique de paix active, à une résolution diplomatique des conflits, à l'interdiction de l'exportation d'armes (commerce dont l'Allemagne est le leader européen et l'Union Européenne le leader mondial), à un ordre économique moins injuste et inégal, à une façon de vivre moins monétaire et plus durable.

Rafael Poch pour [La Vanguardia](#)

[La Vanguardia](#). Barcelone, le 4 septembre 2015.

* **Rafael Poch**, Rafael Poch-de-Feliu (Barcelone, 1956) a été vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou et à Pékin. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). Actuellement correspondant de « *La Vanguardia* » à Paris.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora Latinoaméricaine](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora Latinoaméricaine](#). Paris, le 6 septembre 2015.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.